

Les vies sacrifiées des habitants du lac Tchad

Sept millions de personnes souffrent de la faim dans cette région déstabilisée par le groupe djihadiste Boko Haram

REPORTAGE

BAGA SOLA (TCHAD) - envoyée spéciale

Avec son pouce, Mani a barré sa gorge d'un trait sans équivoque. Six fois, en silence, elle a répété le geste pour indiquer le nombre des hommes tués sous ses yeux par la lame des émissaires de Boko Haram. Comme tout son village situé sur une île du lac Tchad à la frontière du Nigeria, Mani a été évacuée par l'armée tchadienne début 2016. Pendant trois jours, elle a marché avec ses cinq enfants, laissant derrière elle l'univers verdoyant et nourricier du lac pour trouver refuge sur des terres arides battues par l'har-mattan, où ne résistent plus que quelques palmiers dourm, de frères acacias et des savonniers. Elle vit, depuis, dans une case en paille de maïs construite à la hâte par les humanitaires.

Populations prises au piège

La situation autour du lac Tchad est considérée comme la plus grave crise humanitaire du continent africain. Une crise peu médiatisée qui combine famine, conflit armé et changement climatique. Depuis 2009, l'insurrection du groupe djihadiste Boko Haram, né dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigeria, a jeté sur les routes 2,3 millions de déplacés. Sept millions de personnes réparties dans les quatre pays qui se partagent le lac – Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad – souffrent de faim. En février, l'ONU a alerté sur les risques de famine dans les zones inaccessibles où les populations restent prises au piège des combats entre militaires et insurgés.

Au Tchad, près de 130 000 personnes, pêcheurs, agriculteurs ou éleveurs, ont été contraintes de fuir les îles qui servent de bases de repli à Boko Haram. Une quarantaine de camps de déplacés ont été installés pour les accueillir de part et d'autre d'une piste sablonneuse

qui s'étire sur 200 kilomètres de Bol, le chef-lieu régional, au sud, à Daboua, près du Niger. Ici, l'asphalte n'est jamais arrivé. L'efficacité des troupes d'Idriss

Deby, considéré comme le principal allié des Occidentaux dans la lutte contre le terrorisme au Sahel, a permis de ramener une relative sécurité de ce côté-ci du lac, où l'assistance peut plus facilement être acheminée. « Boko Haram ne contrôle plus un mètre carré de notre territoire », répète à ses visiteurs Di Mouya Souatebe, le préfet de Baga Sola. En octobre 2015, sa ville, où la plupart des ONG ont installé leur

base, a été la cible de plusieurs attaques kamikazes dont le lourd bilan – 41 morts et plus d'une cinquantaine de blessés – continue de hanter les esprits.

Depuis, comme les autres cités de la région, à côté des soldats armés, Baga Sola s'en remet à des comités de vigilance formés de citoyens pour veiller sur sa sécurité. A 23 heures, plus personne ne doit circuler dans les rues, plongées de toute façon depuis longtemps dans une totale obscurité, faute d'électricité. Le commerce avec le Nigeria, rythmé par le va-et-vient des piroguiers, s'est arrêté. Maintenant, en faisant un grand détour par le Niger, il faut cinq jours en camion pour rejoindre les comptoirs hier accessibles en une grosse journée. Faute d'acheteurs, le prix du bétail s'est effondré.

Les ONG humanitaires et les organisations onusiennes présentes sur le terrain ont, elles aussi, dû se plier à cette réalité en vivant re-tranchées derrière des murs hérissés de barbelés et des 4x4 blancs reliés en permanence à un PC sécurisé. L'assurance du préfet ne trompe personne. A l'entrée de la clinique mobile de Fourkoulom, installée par Médecins sans frontières (MSF) à proximité de plusieurs camps de déplacés, non loin

de Baga Sola, hommes et femmes sont fouillés. « Nous devons être vigilants », dit Alain, chargé de trier les nouveaux arrivants selon la gravité de leur état.

La période de soudure – qui précède les récoltes – va commencer. C'est la plus dure de l'année. La faim se fera plus dure, donnant prise aux maladies sur des corps affaiblis : diarrhées provoquées par une eau de mauvaise qualité,

infections respiratoires transportées par des nuages de sable qui partout saturent l'air et la lumière d'une poussière blanchâtre.

Les fonds manquent

Assises sur une natte bleue à l'ombre d'une bâche tendue sur quatre piquets, les femmes attendent patiemment, leur enfant dans les bras. C'est 100 à 150 consultations par jour qu'il faut assurer. Khadija, le visage fermé, a posé un voile coloré sur sa poitrine. Comme par pudeur, pour dérober à la curiosité le corps décharné de son bébé. A six mois, il ne pèse plus que 3 kg. La jeune mère a parcouru vingt kilomètres à pied pour venir chercher secours.

« Les distributions du Programme alimentaire mondial (PAM) restent trop irrégulières », constate le docteur Youssouf Sissoko, qui coordonne

les interventions de MSF dans la région. Les fonds manquent. Sur les 121 millions de dollars (108 millions d'euros) nécessaires pour faire face à la crise cette année, seulement 7 % ont été versés par les bailleurs étrangers, selon les chiffres du Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA). « Les difficultés de financement sont une réalité, admet Florent Méhaule, le responsable de l'antenne pays. Environ 450 000 personnes vivent dans la région du lac. Avant l'arrivée des humanitaires, la population a accueilli généreusement les premiers déplacés, mais elle a à son tour besoin d'aide. Nous ne pouvons assurer plus d'un tiers des besoins. »

Des transferts d'argent en cash, réalisés par des opérateurs de téléphonie mobile, ont été organisés pour soulager la distribution de rations alimentaires dont l'acheminement implique une coûteuse chaîne logistique. « L'an dernier, pour passer la période de soudure, nous avons donné 210 000 euros à 2300 ménages, explique Pierre Valiquette, directeur local de l'ONG Care, présente dans le pays depuis la grande sécheresse de 1973. Mais nous sommes obligés de cibler les plus vulnérables parmi les vulnérables. »

Ceux qui avaient été servis l'an dernier devront cette fois-ci passer leur tour. Mohamed Ali Oumar, le chef du camp de Dilerom, où vivent 400 familles, fait ses comptes. De quoi vivront-ils ?

« La ration du PAM comprend 8 kg de haricots par mois, 20 kg de sorgho, 2 de farine et 5 litres d'huile par ménage de sept personnes. Les petits travaux journaliers – coupe de bois, maçonnerie – effectués au village voisin feront rentrer un peu d'argent. »

« Retournés »

Combien de temps faudra-t-il patienter avant de pouvoir reprendre le chemin des îles ? Les hommes les plus téméraires ont mené de brèves expéditions pour voir leurs champs, car la saison des pluies approche et ils veulent se tenir prêts à planter. Mais la plupart n'envisagent pas de pouvoir revenir à leur vie d'avant. A Dilerom, les cases dressées dans ce paysage si inhospitalier dominent une dépression, qui jadis se remplissait des eaux du lac, la crue venue. Les plus vieux jouaient dedans lorsqu'ils étaient enfants. Puis les sécheresses à répétition les ont chassés et ils ont suivi le retrait du lac jusqu'à ces îles, où leur destin a de nouveau basculé. La superficie du lac, l'une des plus grandes réserves hydriques d'Afrique, a considérablement diminué. Le Tchad, qui possède la moitié des eaux du lac, est aussi le pays qui a le plus souffert de l'assèchement à l'œuvre depuis les années 1970.

« Nous sommes revenus sur la terre de nos ancêtres. Nous sommes chez nous », répète Ali Oumar, comme si cette pensée suffisait à le reconforter. Entre eux, ils s'appellent des « retournés ». Ici, en dehors d'une récolte de mil à la saison des pluies, l'agriculture est devenue quasi impossible. Mais, sous les bâches de l'Unicef ou de MSF, les exilés des îles ont découvert qu'il pouvait exister, pour eux, des médecins et des écoles. Tout ce qui leur avait jusqu'à présent été dénié dans cette marge du Tchad délaissée. A cela, ils ne veulent pas renoncer. ■

LAURENCE CARAMEL